

# C I L S S

COMITE PERMANENT INTER-ETATS DE LUTTE  
CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL



PERMANENT INTERSTATE COMMITTEE FOR  
DROUGHT CONTROL IN THE SAHEL

SECRETARIAT EXECUTIF



Burkina Faso



Cap-Vert



Gambie



Guinée Bissau



Mali



Mauritanie



Niger



Sénégal



Tchad

## **PROJET DIAGNOSTIC PERMANENT** **PERMANENT DIAGNOSIS PROJECT**

4emes REUNIONS DU COMITE TECHNIQUE  
ET DE CONCERTATION REGIONALE  
BANJUL : 3 - 8 MAI 1987

PROGRAMME PHASE IV  
1er FEVRIER 1987 - 31 JANVIER 1988

MARS 1987

D17/87

# S O M M A I R E

---

## INTRODUCTION

I. <u>OBJECTIFS DE LA PHASE IV.</u>	1
1.1. <u>Renforcement des structures institutionnelles et "décloisonnement" de l'information.</u>	
1.2. <u>Constitution de la "centrale d'informations"</u>	1
1.3. <u>Mise en place des dispositifs fiables de suivi de campagne agropastorale et évaluation des récoltes</u>	2
1.4. <u>Contribution à une plus grande compréhension du système alimentaire par la mise en oeuvre d'enquêtes légères.</u>	2
II. <u>TACHES A REALISER</u>	3
2.1. <u>Au niveau national (dans les Etats)</u>	
2.2. <u>Au niveau régional</u>	
III. <u>COUT DU PROGRAMME</u>	
IV. <u>CALENDRIER DE REALISATION</u>	5
<u>ANNEXE I : Programme des Composantes Nationales</u>	6
<u>ANNEXE II : Récapitulatif des coûts et devis détaillés (Composantes Nationales)</u>	

Le document D 16/87 faisant le bilan des activités de la phase III a exposé les différentes actions entreprises pour atteindre les objectifs de la phase III. Il a notamment montré les acquis importants du projet, mais aussi, il a ressorti les lacunes et obstacles rencontrés dans la difficile voie d'"amélioration des instruments de diagnostic permanent des secteurs céréales et Elevage". Ces acquis devront être préservés et renforcés, les lacunes comblées et les obstacles surmontés au cours de la phase IV qui ne comportera donc pas d'objectifs nouveaux par rapport à ceux de la phase précédente.

La quatrième phase devra être celle de la consolidation, et de la finalisation pour la valorisation des actions menées durant les trois premières phases du projet.

#### I. OBJECTIFS DE LA PHASE IV.

Ils se résument aux quatre grands axes suivants :

##### 1.1. Renforcement des structures institutionnelles et décloisonnement de l'Information.

L'objectif visé est de mettre en place les Composantes Nationales avec leur noyaux de coordination suffisamment représentatifs et opérationnels pour permettre au projet d'atteindre ses objectifs au niveau national. Il s'agira de mobiliser tous les collecteurs et décideurs dans un même pays, et d'assurer au mieux la coordination de toutes les actions et l'harmonisation des méthodologies. Cela suppose une large et franche concertation, à travers notamment des ateliers ou des séminaires. Il faudra arriver à développer l'engouement pour l'information et la dynamique, déjà mise en route, porteuse d'actions nouvelles.

##### 1.2. Constitution de la centrale d'informations

La constitution de la dite centrale a déjà été entamée

.../...

durant les phases précédentes. Il s'agira au cours de la phase IV de parachever ce qui est commencé : la banque de données est déjà réalisée par l'ECA. Il faudra la transférer dans tous les pays. L'inventaire des enquêtes et études devra être mis à jour et informatisé.

1.3. Mise en place des dispositifs fiables de suivi de campagne et agropastorale et d'évaluation des récoltes.

Il s'agira notamment d'assurer dans tous les pays du CILSS, un suivi correct de la campagne agropastoral 1987/88 qui concernera les volets suivants :

- . Suivi des cultures (phénologique et phytosanitaire)
- . Prévision des récoltes
- . Evaluation des récoltes
- . Suivi éventuel des prix de céréales
- . Suivi éventuel des stocks.

Dans le secteur élevage, cette opération concerne surtout le suivi pastoral (général ou local). C'est là un élément du système Alerte Précoce pour l'Elevage.

1.4. Contribution à une plus grande compréhension du système alimentaire par la mise en oeuvre d'enquêtes légères.

Marché céréalier.

Il s'agira de poursuivre les opérations entreprises au Burkina dans le cadre du système d'informations sur le marché, et d'étudier les possibilités d'étendre le processus à d'autres pays.

Marché du bétail

La même approche a été faite sur le marché à bétail. Quatre pays demandeurs Mali, Niger, Sénégal et Tchad, ont reçu l'appui de

.../...

de l'ECA pour identifier les enquêtes, en fixer les objectifs et les modalités. L'enquête "marchés à bétail" est engagée dans tous ces pays et se poursuit encore.

### Le suivi du troupeau

L'objectif est de mieux approfondir la connaissance des paramètres zootechniques des troupeaux. Deux pays (Burkina et Mali) ont inscrit cette action dans le programme de phase IV.

## II. TACHES A REALISER

2.1. Au niveau national: les actions concrètes à mener dans chaque pays sont exposées en détail à l'annexe I du présent document, intitulée "Programme des Composantes Nationales".

2.2. Au niveau régional.: Outre l'appui matériel et financier devant permettre la réalisation des différents programmes nationaux de la phase IV, l'ECA veillera à la bonne exécution du projet et à la cohérence tant au niveau interne que par rapport au système CILSS et à l'environnement régional et International. Ainsi donc les tâches de l'ECA seront entre autres :

### 2.2.1. La coordination nationale et régionale

Pour réussir dans cet axe, l'ECA devra continuer à mener des actions d'animations auprès des Composantes Nationales. Elle suscitera et appuiera tout effort au niveau national de concertation, de décloisonnement de l'information et de formation : ce sera notamment le cas des séminaires nationaux et des réunions.

Au niveau sous-régional, l'ECA participera à l'organisation et au déroulement des réunions des instances politiques et/ou de concertation du CILSS : conseil des Ministres du CILSS, Comité Technique des Experts, Réunions des Offices Céréalières, etc...

Au niveau International, l'ECA contribuera au bon fonctionnement du "Réseau de Prévention des Crises Alimentaires". Dans ce cadre, elle organisera du 8 au 11 Juin 1987 à Niamey, avec la FAO, un atelier régional sur les systèmes d'Alerte Précoce dans les pays du CILSS.

.../...

### 2.2.2. Le suivi des opérations mises en oeuvre dans les pays du CILSS

L'ECA aura dans ce cadre à assurer :

- L'appui méthodologique si besoin est (notamment pour le suivi des stocks paysans ou commerciaux).
- Le suivi - conseil technique de l'exécution des opérations.
- Le suivi - information du déroulement de la campagne agropastorale, et de la campagne de commercialisation.
- L'évaluation des différents dispositifs mis en place.

### 2.2.3. L'agrégation des données et la diffusion

La "Banque de données de base" devra être transférée à chaque pays qui la critiquera et la complétera. Une analyse des données sera amorcée.

Le fichier inventaire devra être mis à jour et informatisé. L'ECA s'attèlera à assurer une plus grande diffusion des données collectées.

### 2.2.4. Auto-évaluation globale du projet.

Le projet venant à expiration le 31 Janvier 1988, l'ECA s'attèlera à faire le bilan général des activités du projet. En même temps, elle contribuera à une meilleure définition des objectifs, actions et modalités de mise en oeuvre du Réseau Régional de Diagnostic Permanent qui devrait prendre la relève du projet DIAPER.

## III. COUT DU PROGRAMME DE LA PHASE IV.

Le coût du programme a été chiffré tant pour l'ECA que pour les Composantes Nationales. On trouvera le détail de ces coûts en annexe II (Composantes Nationales).

.../...

#### IV. CALENDRIER DE REALISATION

La phase IV couvre la période du 1er Février 1987 au 31 Janvier 1988. C'est la phase ultime du projet, (par rapport à sa durée initiale de 40 mois).

A N N E X E I.

PROGRAMME DES COMPOSANTES NATIONALES

## BURKINA FASO

-----

**I. RENFORCEMENT DES STRUCTURES INSTITUTIONNELLES ET POURSUITE DES ACTIONS  
DE "DECLOISONNEMENT" DE L'INFORMATION.**

La Composante Nationale Burkinabè est très fonctionnelle. Elle poursuivra donc les actions de concertation nationale, notamment pour le renforcement du processus de mise en place du système d'information sur le marché céréalier. Les réunions de coordination des différentes parties concernées ne donnent pas lieu à un financement de la part du projet. Cependant, l'ECA apportera sa contribution sur le plan technique.

A l'instar du "séminaire de formation sur les Statistiques d'Elevage" organisé en Juin 1986, un autre aura lieu au cours de cette phase : il portera sur la "formation en agrostologie et au suivi des pâturages" des agents de l'Elevage. Ce séminaire entièrement financé par le projet, concernera 70 agents de l'Elevage dont 60 proviennent des services décentralisés et 10, des services centraux. L'ECA sera associé à la préparation du séminaire et veillera, en rapport avec le Chef de file, à ce qu'il se tienne dans de bonnes conditions.

**II. CONSTITUTION DE LA CENTRALE D'INFORMATION**

La première édition de la Banque de données de base sur l'Agriculture vivrière" du Burkina vient d'être réalisée par l'ECA.

Il s'agira de transférer à la Composante Nationale les disquettes contenant les données existantes. La Composante Nationale qui vient d'être dotée par le projet, d'un micro-ordinateur Olivetti M 24, fera la critique de cette Banque, ainsi que sa mise en forme, et à jour. La Composante Nationale devra aussi, contribuer à l'actualisation

.../...

du fichier inventaire, en relation avec l'ECA, et l'informatisera.

### III. MISE EN PLACE DE DISPOSITIFS FIABLES DE SUIVI DE CAMPAGNE ET D'EVALUAT

#### DES RECOLTES.

Durant la campagne 1986/87, la Composante Nationale a entamé une enquête pour l'amélioration des Statistiques Agricoles. Elle a concerné toutes les 11 ORD du pays. Cependant, c'est dans 4 ORD seulement que la dite enquête a été menée intégralement, avec l'appui, entre autres, du projet DIAPER.

Pour la présente campagne, cette enquête se poursuivra. De plus, il s'agira pour la DEP, en même temps que la coordination et la supervision de l'enquête pré-citée, d'assurer le suivi de la campagne agropastorale (tâche habituellement confiée à une commission ad-hoc). L'apport du projet consistera à fournir quelques moyens de fonctionnement (carburant, frais téléphonique) pour permettre à la DEP de bien jouer son rôle. Il faut noter que le Test SAP dans l'ORD de Kaya, s'est bien déroulé durant la campagne précédente. Il ne sera pas reconduit cette année. L'ECA suivra auprès de la DEP, le déroulement du suivi de campagne.

### IV. ENQUETES LEGERES

#### 4.1. MARCHE CEREALIER

Le système d'information sur le marché a été mis en place durant la phase III, grâce aux efforts conjoints de l'ECA et de la Composante Nationale. Le processus engagé se poursuit. L'ECA avait financé une seule opération sur les 9 intégrés. Elle va continuer à financer entièrement la même opération. De même, en rapport avec le Chef de file (la DEP), il poursuivra ses activités de supervision générale.

.../...

#### 4.2. SUIVI DE TROUPEAUX BOVINS

L'objectif visé à travers cette action est de vérifier et préciser les paramètres zootechniques obtenus à l'issue de l'enquête de masse réalisée en 1985/86 par le Projet "des Statistiques Animales", et d'étudier leurs variations sur plusieurs années.

Sous l'égide du projet "Statistiques Animales", cette enquête a déjà eu lieu et se poursuit encore dans 10 provinces. Il s'agit d'étendre et de généraliser l'enquête à l'ensemble des 30 provinces du pays. Le projet DIAPER financera entièrement la réalisation de l'enquête dans 10 à 12 nouvelles provinces selon la méthodologie

COMITE PERMANENT INTERETATS DE LUTTE  
CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL  
(C.I.L.S.S.)

PROJET DIAGNOSTIC PERMANENT

**PROGRAMME PHASE IV.**

## C A P V E R T

I. RENFORCEMENT DES STRUCTURES INSTITUTIONNELLES ET DECLOISONNEMENT  
DE L'INFORMATION.

Selon la décision des autorités Cap-Verdiennes, la Composante Nationale se réduit au seul "Gabinete de Estudos e Planeamento" (GEP). IL n'est pas envisagé d'organiser de séminaire. Cependant, le GEP et l'ECA tenteront de créer des opportunités de collaboration avec les autres services nationaux. Le travail de sensibilisation et d'animation se poursuivra. L'ECA continuera à appuyer le GEP.

II. CONSTITUTION DE LA CENTRALE D'INFORMATION

L'amorce de la "Banque de données de base sur l'Agriculture vivrière " vient d'être réalisée par l'ECA. Il s'agira de transférer au G.E.P., qui devra la compléter et la renforcer. Pour le "fichier Inventaire", l'ECA, en rapport avec le GEP, s'attèleront à le mettre au point.

Pour le traitement de toutes ces informations, ainsi que celles provenant de l'enquête agricole, l'ECA dotera le GEP d'un micro-ordinateur.

III. MISE EN OEUVRE DE L'ENQUETE AGRICOLE ET SUIVI DE CAMPAGNE.

Pour la campagne prochaine 1987/88, le G.E.P. envisage de poursuivre l'enquête initiée depuis 1985/86, et de l'étendre aux 7 îles agricoles du pays (Maio, Boavista et Brava, s'ajoutant aux 4 précédentes).

En plus des objectifs habituels assignés, l'enquête devrait permettre de faire le suivi de la campagne agricole 1987/88 (tâche habituellement confiée à une commission ad hoc).

.../...

Le projet finance la totalité du fonctionnement de la dite enquête. Les moyens financiers apportés par le projet, correspondent à la totalité du budget apporté par l'ECA au GEP. Il faut noter que cette enquête se déroule bien sous la supervision d'un conseiller technique principal FAO, en place au GEP depuis Mai-Juin 1986. La bonne collaboration avec cet CTP, a permis à l'ECA de jouer le rôle de suivi-information.

---

I. RENFORCEMENT DES STRUCTURES INSTITUTIONNELLES ET POURSUITE DES ACTIONS  
DE "DECLOISONNEMENT" DE L'INFORMATION.

Durant la phase écoulée, le P.P.M.U. a organisé deux séminaires, dont un financé par DIAPER, relatifs aux Statistiques Agricoles, et réunissant collecteurs et décideurs. Ces deux séminaires ont étudié les résultats de l'enquête agricole du P.P.M.U., financé par le projet. Ils ont permis de restaurer la confiance des donateurs au P.P.M.U., en tant que structure de collecte.

Pendant cette phase, aucun financement n'est envisagé. Cependant, l'ECA continuera à insister auprès du PPMU pour qu'il collabore encore plus les services nationaux intéressés par les Statistiques.

II. CONSTITUTION DE LA CENTRALE D'INFORMATION

Le PPMU a collecté et informatisé beaucoup de données sur l'Agriculture et sur le marché. Il s'agira de rapprocher la banque de données, du PPMU et celle constituée par l'ECA. Le PPMU poursuivra cette banque de données.

Au niveau du fichier inventaire, l'ECA et le PPMU travailleront de concert pour l'actualiser et l'informatiser. Le PPMU dispose de 3 IBM PC, dont un seul possède un disque dur.

Cependant, il souhaite augmenter leur capacité. L'ECA fournira un coprocesseur, deux cartes graphiques et 1 disque dur de 20 MB.

.../...

### III. MISE EN PLACE DE DISPOSITIFS FIABLES DE SUIVI DE CAMPAGNE ET D'EVALUATION DES RECOLTES.

#### 3.1. L'enquête agricole : National Agricultural Sample Survey (N.A.S.S.)

Durant la campagne prochaine, le PPMU réalisera l'enquête agricole habituelle (NASS) dont la méthodologie avait été mise en oeuvre par l'ECA. Il faut penser que la taille de l'échantillon a été augmentée et l'univers d'extrapolation maintenant défini de commun accord entre l'ECA, les responsables du PPMU et les responsables de l'AID qui financent quelques opérations en GAMBIE. L'enquête déterminera aussi les effectifs du cheptel, en relation avec la Direction de la Santé Animale. Le projet finance entièrement l'enquête, sauf les salaires du personnel. L'ECA apportera son appui technique au cours des missions de suivi.

#### 3.2. Amélioration des données de structures : Gambia Agricultural Data System (G.A.D.).

De même que la campagne passée, le projet prend en charge 6 enquêteurs de l'opération rappelée ci-dessus, qui a pour objectif de collecter des données permettant de mieux connaître les systèmes de production de Gambie, de mieux identifier les projets de développement et de mieux formuler la politique agricole.

### IV. ENQUETES LEGERES

#### Agricultural Market News programm

C'est une opération destinée à améliorer la qualité de l'information sur les marchés agricoles. C'est la poursuite de la même action que l'année dernière. Le projet supporte toutes les charges liées à l'opération, sauf l'équipement qu'il a déjà payé la campagne passée. C'est une opération qui a été menée par le PPMU.

## GUINEE-BISSAU

I. RENFORCEMENT DES STRUCTURES INSTITUTIONNELLES ET "DECLOISONNEMENT"  
DE L'INFORMATION.

Aucun séminaire n'est programmé. Cependant, la Composante Nationale poursuivra et renforcera la dynamique déjà instaurée depuis Juin 1986, qui a permis de mettre en place une commission interministérielle pour le système Alerte Précoce.

II. CONSTITUTION DE LA CENTRALE D'INFORMATION

L'ECA a entamé une amorce de banque de données. Il s'agira, en rapport avec la Composante Guinéenne dont le Chef de file est le GAPLA de la compléter et la renforcer.

Pour le "fichier inventaire" rien n'avait encore été fait. L'ECA, s'attèlera, en rapport avec la Composante Nationale, à combler cette lacune. Pour le traitement de ces informations, ainsi que celles provenant de l'enquête agricole, l'ECA dotera la Composante Nationale d'un micro-ordinateur.

III. DISPOSITIF DE SUIVI DE CAMPAGNE

Lors d'une mission effectuée en juin 1986 à Bissau, l'ECA avait convenu d'un scénario, avec la Composante Nationale, pour la participation du projet au suivi de la campagne 1986/87. Cependant, la suite des événements n'a pas permis une intervention du projet.

Une mission de l'ECA envoyée à Bissau en Février 1987 a défini à nouveau les conditions de mise en oeuvre d'un dispositif d'enquête agricole. La mission a aidé à l'élaboration d'une méthodologie et a apprécié les moyens matériels et humains nécessaires à sa réalisation. L'essentiel de ces moyens ont été dégagés par la Composante Nationale qui, sous l'égide du GAPLA, exécutera l'enquête. Le projet

.../...

assurera les moyens de déplacement et leur fonctionnement. Ceci représentera la totalité du budget du projet, prévu pour la Guinée-Bissau. L'appui de l'ECA consistera en un suivi technique.

## M A L I

I. RENFORCEMENT DES STRUCTURES INSTITUTIONNELLES ET "DECLOISONNEMENT"  
DE L'INFORMATION.

La Composante Malienne est déjà assez opérationnelle. Il s'agira de poursuivre les actions de concertation et de coordination afin de ne pas perdre l'acquis découlant du rapprochement DNSI-DNA, et de la dynamique nationale autour du système d'alerte Précoce.

Aucun séminaire n'est prévu. Des actions de formation sont programmés pour les enquêteurs agricoles et ceux de l'Elevage pour le suivi pastoral.

II. CONSTITUTION DE LA CENTRALE D'INFORMATION

Il s'agira de transférer à la Composante Nationale, la "Banque de Données de base" qui vient d'être constituée par l'ECA à Ouaga. La Composante Nationale devra analyser cette banque et la développer. Le fichier inventaire devra être actualisé conjointement par l'ECA et la Composante Nationale. L'ECA a déjà fourni un micro-ordinateur M 24 Olivetti qui servira à cette centrale d'information.

III. MISE EN OEUVRE DES DISPOSITIFS FIABLES DE SUIVI DE CAMPAGNE  
AGROPASTORALE.

3.1. Enquête conjointe DNSI-D.N.A pour le suivi de la campagne et  
la prévision des récoltes.

L'expérience heureuse menée durant la campagne précédente sera reconduite cette année en permettant à nouveau à la D.N.A. de participer à l'enquête conjointe DNSI-DNA.

Le projet financera l'essentiel du fonctionnement de la participation de la D.N.A., ainsi que la formation des enquêteurs.

.../...

### 3.2. Suivi pastoral.

Il s'agit ici aussi de poursuivre le test initié la campagne précédente avec le financement du projet, et la mise en oeuvre par la D.N.E.

Le projet finance l'essentiel du fonctionnement de cette opération. L'équipement nécessaire a déjà <sup>été</sup> supporté entièrement par le projet.

L'ECA suivra le déroulement de l'opération.

## IV. ENQUETES LEGERES

### 4.1. Enquête suivi de marchés à bétail

C'est une opération entreprise durant la phase III, et entièrement prise en charge par le projet. Il s'agit de la poursuivre dans les mêmes conditions de financement, avec la mise en oeuvre par l'OMBEVI. L'ECA assurera le suivi de cette action et sa coordination au niveau régional.

### 4.2. Suivi des troupeaux

A l'instar de celle menée au Burkina, c'est une opération nouvelle, qui correspond à la volonté des autorités maliennes. Il s'agira de mieux approfondir la connaissance sur les paramètres zootechniques du troupeau, en comparaison des résultats fournis par les travaux de laboratoires.

Le projet finance l'essentiel du fonctionnement de cette action. L'équipement est pris en charge par la Direction de l'Elevage. La méthodologie est conçue par la DNE. L'ECA suivra le déroulement de cette opération.

## N I G E R

I. RENFORCEMENT INSTITUTIONNELLE ET "DECLOISONNEMENT" DE L'INFORMATION

Durant la phase III, la Composante Nationale du Niger a accompli des progrès importants dans la concertation et la coordination notamment par l'organisation du séminaire sur le "système d'information nécessaire à la stratégie alimentaire", qui a eu lieu du 16 au 19 Décembre 1986, sur financement du projet. Une dynamique s'est créée. Il s'agira pour la Composante nationale, de poursuivre cette dynamique, de la renforcer, et de rendre la concertation permanente. Le groupe de suivi de campagne doit poursuivre son travail. Des actions de formation par séminaire sont envisagées pour les Statistiques Agricoles et pour l'Elevage.

II. CONSTITUTION DE LA CENTRALE D'INFORMATION

La "Banque de données de base" constituée à Ouaga par l'ECA doit être transférée à la Composante Nationale qui doit l'analyser et la compléter.

Le fichier "inventaire" doit être actualisé en rapport avec l'ECA.

Pour le traitement de données, le Niger dispose de plusieurs mini et micro-ordinateurs.

III. POURSUITE ENQUETE SUIVI DE CAMPAGNE ET EVALUATION DES RECOLTES

Durant la campagne écoulée, l'enquête nationale de Statistiques Agricoles s'est déroulée avec comme seul appui, celui du projet, le projet "porteur" FAO, ayant cessé ses activités. Pour la campagne prochaine 1987/88, les autorités Nigériennes ont pris des mesures pour rendre fonctionnels les moyens de déplacements. Le projet quant à lui, supportera l'essentiel du fonctionnement de l'enquête, et la formation des agents de terrain. L'ECA a suggéré au service des

.../...

Statistiques Agricoles de revoir la méthodologie utilisée, et ce, à la lumière des débats qui ont eu lieu au cours du séminaire de Décembre sur les "système d'informations pour la stratégie alimentaire". Il s'agira de veiller à la mise en pratique par les autorités Nigériennes des recommandations formulées. En cas de besoin, l'ECA apportera son appui.

#### IV. ENQUETES LEGERES

4.1. Les enquêtes sur les marchés céréaliers auront lieu dans le cadre de l'enquête agricole. C'est son volet suivi des cours de crus.

#### 4.2. Marchés à bétail

L'enquête initiée durant la phase III, avec le financement total du projet, sera poursuivie, sous l'égide de la DEP (Elevage).

Le projet finance tout le fonctionnement de la dite enquête (l'équipement étant fourni par le projet l'année dernière). De même; le projet financera la formation des agents, à travers un séminaire national.

**I. RENFORCEMENT DES STRUCTURES INSTITUTIONNELLES ET "DECLOISONNEMENT"**  
**DE L'INFORMATION.**

La coordination entre membres de la Composante Nationale Sénégalaise n'est pas encore bonne. Il s'agira de redynamiser les relations entre le Chef de file et les autres partenaires, comme le BAME de l'ISRA, la Direction Nationale des Statistiques et la Direction de l'Elevage. De même, il faudra accroître la concertation. Un séminaire sur les Statistiques Agricoles est prévu les 6 et 7 Avril 1987. Il devra regrouper tous les collecteurs des Statistiques Agricoles, afin de faire le bilan méthodologique de l'enquête agricole 1986/87 et de jeter les bases pour la prochaine campagne. L'objectif est de poursuivre et consolider le travail accompli avec les Sociétés d'Intervention, pour réaliser une enquête nationale à méthodologie harmonisée. Il est prévu aussi un séminaire sur l'enquête "suivi du marché à bétail", qui sera financé par le projet et organisé par la Direction de l'Elevage.

L'ECA poursuivra son appui pour la relance de la fonctionnalité de la Composante Nationale.

**II. CONSTITUTION DE LA CENTRALE D'INFORMATION**

La "banque de données de base sur l'Agriculture vivrière" du Sénégal vient d'être réalisée par l'ECA, sur la base des informations fournies par la Composante Nationale. Il s'agira de la transférer à la Composante nationale qui devra la critiquer et la développer.

A propos du fichier inventaire, il s'agira aussi de l'actualiser et de l'informatiser. Ce travail se fera en rapport avec l'ECA. L'ECA fournira un micro-ordinateur à cet effet ; il servira en même temps au traitement des données sur l'enquête agricole et suivi de campagne.

.../...

**III. MISE EN PLACE DE DISPOSITIFS FIABLES DE SUIVI DE CAMPAGNE ET**  
**D'EVALUATION DES RECOLTES.**

L'enquête agricole menée durant la campagne 1986/87 et financée essentiellement par le projet sera renouvelée cette année, sur la base des améliorations formulées par la mission d'évaluation de l'ECA envoyée courant Décembre 1986, et des recommandations du séminaire national sur les Statistiques Agricoles tenu en Avril 1987. Le projet financera l'essentiel du fonctionnement du dispositif à mettre en place, ainsi que la formation des enquêteurs.

L'ECA continuera comme par le passé à assurer le suivi du déroulement de l'enquête et de la campagne.

**IV. ENQUETES LEGERES**

**4.1. Suivi des marchés à bétail**

La même action entreprise par la Direction de l'Elevage durant la phase III et entièrement financée par le projet sera reconduite pour la présente phase.

L'ECA financera la totalité de l'opération et continuera à suivre l'enquête.

**4.2. Marchés céréaliers.**

En rapport avec la Composante nationale, l'ECA tentera de rapprocher les différents opérateurs dans ce domaine, et de créer une dynamique similaire à celle créée au Burkina pour la mise en place d'un système d'information sur le marché céréalier.

## T C H A D

I. RENFORCEMENT DES STRUCTURES INSTITUTIONNELLES ET "DECLOISONNEMENT"  
DE L'INFORMATION.

Durant la phase III, sous l'égide du service des Statistiques Agricoles, une dynamique nationale s'était créée autour de la mise en place d'un système d'Alerte Précoce (SAP). Il s'agira de poursuivre et de renforcer cette dynamique par la concertation. Le service chef de file est arrivé à se faire accepter comme coordinateur. Un séminaire sur les Statistiques Agricoles et le suivi de campagne sera organisé.

L'ECA poursuivra son appui constant au chef de file, pour la sensibilisation des différents collecteurs.

II. CONSTITUTION DE LA CENTRALE D'INFORMATION

La "Banque de données de base" déjà constituée par l'ECA devra être transférée à la Composante Nationale qui doit l'analyser et la renforcer. Le fichier inventaire devra être actualisé conjointement par l'ECA et la Composante nationale.

L'ECA devra fournir un micro-ordinateur, pour la centrale d'information et pour le traitement de l'enquête agricole.

III. MISE EN PLACE DES DISPOSITIFS FIABLES DE SUIVI DE CAMPAGNE

L'enquête menée durant la campagne 1986/87 avec le financement complet du projet et la mise en oeuvre du service des Statistiques Agricoles sera reconduite , , renforcée et étendue pour la prochaine campagne.

Cette année, l'enquête sera financée conjointement et par le projet et la FAO, et elle couvrira la zone Soudanienne et la zone Sahélienne. L'ECA poursuivra son appui technique.

.../...

#### IV. ENQUETES LEGERES : Suivi du marché à bétail

C'est la poursuite de l'enquête initiée durant la phase III, sous la conduite de la Direction de l'Elevage, avec le financement total du projet.

Pour la présente phase, le projet continuera à financer entièrement l'enquête. L'ECA assurera le suivi de l'opération.

ANNEXE II : RECAPITULATIF DES COUTS DES PROGRAMMES DES COMPOSANTES NATIONALES POUR LA PHASE IV.

1.000 FCFA

ACTIONS	PAYS	BURKINA	CAP-VERT	GAMBIE	G. BISSAU	MALI	MAURITANIE	NIGER	SENEGAL	TCHAD	TOTAL
I. Renforcement institutionnel et décloisonnement.		3.200	-	-	-	4.000,000	-	3.902,000	2.600	1.500	14.800
	II. Centrale d'informations	-	4.000	489,375	4.000	-	-	-	4.000	4.000	16.489,375
III. SuiVi campagne estimation des récoltes.											
- Enquête agricole		4.000	20.960,69	4.200,57	15.721	4.548,75	17.205,35	9.547,8	7.355	11.519	95.058,56
- SuiVi campagne		-	-	891	-	-	-	-	-	-	891
- Enquête structures		-	-	-	-	3.100	-	-	-	-	3.100
- SuiVi pastoral		4.000	20.960,69	5.091,57	15.721	7.648,75	17.205,35	9.547,8	7.355	11.519	99.049,16
S/TOTAL		15.221	-	1.696,95	19.721	9.809,626	-	7.844,4	3.940	7.589	46.100,976
IV. Systèmes d'information											
Enquêtes Légères		3.661	-	1.696,95	-	4.270	-	-	-	-	5.357,95
Marché céréalier		11.560	-	-	-	5.539,626	-	7.844,4	3.940	7.589	15.830
SuiVi troupeaux											24.913,026
Marché bétail											
S/TOTAL		22.421	24.960,690	7.277,895	19.721	21.458,376	17.205,35	20.892,2	17.895	24.608	176.439,51